



## ENTRETIEN consacré aux dynamiques économiques et au secteur privé au Mali REALISE PAR

**Oumou Warr**  
Analyste, ALIBER CONSEIL



Ancienne de la commission de l'Union Africaine, Département Commerce & Industrie, Addis-Abeba, Ethiopie – Associée au Secteur Privé et Développement des Entreprises entre 2017-2018

### Mossadeck Bally, une réussite africaine

Mossadeck Bally est le Fondateur et Président Directeur Général du Groupe Azalaï Hotels, chaîne hôtelière phare de l'Afrique de l'Ouest.

Né le 27 août 1961 au Niger de parents maliens ayant une longue tradition familiale dans le commerce et le négoce, M. Bally a grandi au Niger et au Mali et a effectué ses études en France d'abord puis aux Etats-Unis, où il a perfectionné ses connaissances des affaires en obtenant une maîtrise en gestion et finance de l'Université de San Francisco, Californie.

Bally a commencé son incursion dans l'industrie hôtelière africaine en se concentrant d'abord sur son pays d'origine, le Mali. En 1994, la « Société Malienne de Promotion Hôtelière » (SMPH), est créée aux fins d'acquérir le premier hôtel de ce qui deviendra par la suite le Groupe Azalaï Hotels, à la faveur de la privatisation du mythique Grand Hôtel de Bamako.

En 2000, fort d'une solide réputation basée sur la qualité du service et la gestion de son premier hôtel, la SMPH construit l'Hôtel Salam et devient le gérant de l'Hôtel Nord Sud, tous deux basés à Bamako.

La société, devenue en 2005 le Groupe Azalaï Hotels, exporte ensuite son savoir-faire et poursuit son expansion en dehors des frontières du Mali. De Ouagadougou, par l'acquisition de l'Hôtel Indépendance, à Cotonou (Hôtel de la Plage), en passant par Bissau (Hôtel 24 de Setembra), et bientôt Abidjan, Nouakchott Dakar, Niamey et Conakry, le Groupe Azalaï Hotels, qui emploie plus de 700 personnes, et plus de 3500 indirectement, a pour ambition d'être présent dans tous les pays de l'UEMOA. Il devient en moins de 20 ans le premier groupe hôtelier ouest-africain, en se forgeant une réputation internationale basée sur la qualité de ses services et de son accueil, de ses infrastructures rénovées et de la rigueur de sa gestion.

Bally, à travers le Groupe Azalaï Hotels, s'efforce de donner une vision conquérante de « l'Entreprise Africaine ».

<https://www.azalai.com/mossadeck-bally/>



**L'analyse**  **de la semaine**

<https://analysedelasemaine.com/>



M.B : Tout dépend ce que vous mettez dans autonomie. D'abord je voudrais préciser que l'Azawad n'est rien d'autre qu'un terroir. On a essayé de donner une importance au nom d'un terroir ou à diaboliser un terroir. L'Azawad est un terroir de notre pays comme le Wassoulou, comme le Kenedougou, le Macina. C'est le nom d'un terroir, comme on en trouve partout au Mali, ce n'est pas le nom d'un pays ou d'une république ou quoi que ce soit de ce genre. Deuxièmement, il me semble que tous les mouvements qui ont pris les armes et qui ont fini par signer les accords avec l'Etat malien ont dit qu'ils ne cherchaient pas une scission mais simplement une meilleure gouvernance et cherchaient à ce que leurs préoccupations, les préoccupations des populations soient prises en compte. Maintenant que ce mouvement a été infiltré par des djihadistes venus d'autres pays voisins parce qu'ils ont été chassés de leur pays et qu'ils sont venus faire leur djihad chez nous alors qu'ils ne sont même pas de chez nous, ça c'est autre chose. Peut-être qu'à un moment donné il y a eu une jonction entre ces mouvements armés qui demandent plus d'inclusion avec ces djihadistes qui sont venus de pays limitrophes du Mali. Moi personnellement, et c'est une position que je défends avec des amis à moi, nous faisons partie d'un groupe de réflexion qui s'appelle : Groupe de Réflexion d'Actions et d'Initiatives Novatrices (GRAIN). Nous avons d'ailleurs tenu une table ronde sur la refondation du Mali, il y a quelques semaines ici à Bamako. Nous sommes en train de préparer un compte rendu et un polycopier que nous allons partager avec les autorités de la transition et toute la population. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'un Etat centralisé ne peut nous amener qu'à ce qu'on voit aujourd'hui, à savoir un territoire émietté, 2/3 du territoire occupé par des groupes armés, une rébellion qui souvent n'est pas armé, que j'appelle rébellion par les pieds. Par exemple dans la région de Kayes, les maliens se rebellent contre l'Etat en quittant la région parce qu'ils ne voient aucune perspective dans la région, ils ne voient pas l'Etat, les services sociaux de base ne sont pas là. Eux, ils ne prennent pas les armes mais leurs pieds, émigrent et vont chercher une meilleure vie ailleurs que ce soit en Afrique, en Europe ou en Amérique. Cette rébellion de maliens qui ne prennent pas les armes, on la voit même à Bamako dans

la capitale où c'est l'anarchie totale, personne ne respecte rien, on ne respecte pas les feux rouges, l'autorité, le policier. C'est une forme de rébellion aussi, ça veut dire que l'Etat n'est plus présent, a abandonné, baissé les bras donc quand l'Etat baisse les bras c'est l'anarchie totale. Clairement pour moi et mes amis, il faut qu'on réfléchisse à un Etat régional. Des autorités régionales qui sont élues par leur population et aussi renvoyées par leur population en cas d'insuffisance de résultats et comme je disais tantôt, quelques secteurs régaliens qui sont entre les mains de l'Etat central. Donc oui on doit donner à toutes les régions du Mali une autonomie de gestion, une autonomie financière pour pouvoir se rapprocher des populations, s'occuper d'elles et livrer les services sociaux de base que tout citoyen attend d'une autorité. Pour nous si on ne fait pas cela, on risque fort de voir une somalisation du Mali, à savoir chaque groupe armé va prendre une partie du territoire parce que l'Etat n'est plus présent, il y a plus de services sociaux, il y a plus rien. Tout ceci doit se faire dans le cadre du Mali, un pays unitaire, indivisible. Vous savez le temps n'est plus à l'émettement des pays mais plus au regroupement des pays. Regardez l'Union Européenne, moi je rêve d'une Afrique unie où il n'y a pas 54 Etats. Je rêve d'une Afrique où il y a un Etat fédéral africain avec 54 régions. C'est mon grand rêve, je sais que ne vivrais pas assez longtemps pour voir ça. Les Etats unis d'Afrique avec un Etat fédéral fort qui s'occupe des questions régaliennes, genre l'armée, la monnaie, les affaires étrangères, et que chaque pays actuel sera une région de cet Etat fédéral. Ce problème de l'Azawad, en tout cas personnellement, je pense qu'on lui a donné beaucoup trop d'importance et je pense ce à quoi aspire aujourd'hui toutes les populations, pas que celles de l'Azawad. Vous savez, vous partez à 50 km de Bamako, il n'y a rien, pas d'eau, pas d'électricité, l'Etat n'est pas présent, on a pas besoin de faire 1200 km. Il y a même des quartiers à Bamako où il n'y a pas l'eau courante. Ce, à quoi aspirent les populations, ce sont les services sociaux de base.

L'ancien président Ibrahim Boubacar Keita, a fini par incarner le symbole de l'échec de l'Etat Malien. Selon vous qu'est-ce qui a conduit à cet échec ?

M.B : L'échec d'IBK n'est pas un échec personnel mais l'échec de tout un système. Je pense qu'il est venu parachever 30 ans de gabegie, d'aveuglement institutionnel. C'est à dire cette décentralisation qui pourtant avait été pensée, notamment par le ministre Ousmane Sy qui fait d'ailleurs parti du GRAIN, qui avait été bien pensé n'a jamais été appliquée. Je ne suis pas étonné de voir aujourd'hui le pays dans cette situation parce que lorsqu'un Etat central est absent arrive ce qui arriva au Mali. Il est clair qu'aujourd'hui l'Etat malien doit se repenser. Le modèle jacobin, hyper centralisé n'est pas adapté pour le Mali. Le Mali c'est quand même 1 million 200 mille km carré, c'est 2,5 fois la France, 4 fois le Sénégal, 8 fois le Benin, c'est impossible de gérer un pays comme ça en pensant qu'à partir d'un épicentre, Bamako on peut gérer Kenieba ou Ménaka par exemple.

La corruption a atteint un niveau très grave au Mali, elle est courante et systémique, et touche toutes les couches de la population. On vous sait défenseur de la lutte contre la corruption des élites. Comment espérez-vous lutter contre la banalisation sociale de ce phénomène ?

C'est une lutte de longue haleine, je crois qu'on a réussi à démocratiser avec beaucoup de succès la corruption. Avant, c'est vrai dans les systèmes autoritaires il y avait de la corruption mais elle était circonscrite à un petit nombre donc elle n'était pas systématisée, généralisée et donc elle n'était pas gangrénée. Là elle a complètement gangréné, c'est à tous les niveaux. C'est un combat de longue haleine, ça passe par certes le leadership, on dit que le poisson pourri toujours par la tête mais ça passe aussi par un réarmement moral de la population. On ne peut pas dire les élites sont corrompus donc nous aussi on se débrouille. Je pense qu'il y a lieu de reprendre l'éducation civique à l'école comme nous on l'a eu, moi je suis un pur produit de l'école républicaine laïque et gratuite. Cette école doit former les futurs citoyens, donc il faut qu'on revienne à cette éducation civique. Il faut qu'on remette sur la table la sacralité du bien public dès le bas âge. Aujourd'hui j'avoue que dans mon pays la corruption est devenu un phénomène sociologique acceptée. Lorsque vous arrivez à un poste, une position, où vous êtes un chargé du budget et qu'à la sortie de cette position vous n'avez pas construit 3 ou 4 villes, envoyer vos enfants travailler à l'extérieur ; on dit que vous êtes un damné, un enfant maudit. Il va falloir combattre cela et je suis pragmatique et réaliste, je sais que ça ne va pas se faire du jour au lendemain. Ça ne peut être rendu possible que lorsque nous pourrons avoir des leaders eux même vertueux. C'est à dire le leadership pour moi c'est, et ça a été prouvé par toutes les études sociologiques, de management, diriger par l'exemple, l'exemplarité est quelque chose d'extrêmement important dans la formation du citoyen. Donc si ceux qui sont chargés de diriger les citoyens, de leur montrer la voie eux même ne sont pas exemplaires, le citoyen aura aussi tendance à suivre son dirigeant. Ceci explique aujourd'hui que le phénomène de la corruption soit devenu un trait sociologique de notre société alors qu'avant c'était le trait le plus honnis, le plus combattu. Avant, dire de quelqu'un qu'il est corrompu c'était la honte suprême. Il y en a même qui étaient prêts à se suicider parce qu'on les a soupçonné d'avoir piqué dans la caisse mais aujourd'hui c'est devenu un phénomène banal. Donc je pense que la lutte contre la corruption commence par avoir des dirigeants exemplaires. Et lorsque nous auront des dirigeants exemplaires, la population va commencer petit à petit à sortir de son corpus social, cette non valeur qu'est la corruption...



Location de matériels médicalisés pour les patients en convalescence à domicile - Bamako  
+223 51 31 03 03



►►► LA SECONDE PARTIE SERA PUBLIÉE LA SEMAINE PROCHAINE

►►► Lire Amadou Toumani Touré, l'heureux bâtisseur

<https://analysedelasemaine.com/>

#### TARIFS ANNUELS ABONNEMENT :

► MALI - SENEGAL - COMORES :

Le tarif mensuel individuel : 5 000 FCFA

Le tarif annuel individuel : 57 600 FCFA

► En France et ailleurs : 59,88 € - Pour les étudiants : 35,88 €

#### POUR ABONNER VOTRE SERVICE CONTACTEZ-NOUS

abonnement@aliberconseil.com

#### VOUS ABONNER A NOTRE ANALYSE DE LA SEMAINE

► Au Mali via Orange Money au +223 76 21 43 30 - 5000 FCFA/mois

► Au Sénégal via Orange Money au +221 77 713 60 36 - 5000 FCFA/mois

► Au Comores via MVOLA au +269 441 2350 - 5000 FCFA/mois

► En France et ailleurs via Paypal sur abonnement@aliberconseil.com 5,99€/mois personne physique - Tarif Etudiant 3,99 €/mois **jusqu'en Octobre 2020**

Adressez-nous ensuite votre justificatif et votre adresse email sur [abonnement@aliberconseil.com](mailto:abonnement@aliberconseil.com)



RENDEZ-VOUS SUR

<https://analysedelasemaine.com/>

## NOS PARTENAIRES TECHNIQUES



## ALIBER CONSEIL

ALIBER CONSEIL est un cabinet d'ingénieur conseil. Le Cabinet offre des services de conseils et d'expertise technique auprès des **collectivités**, des **entreprises** et des **particuliers** en France, au Mali, au Sénégal et aux Comores



Mali : +223 90 80 81 74

Sénégal : +221 76 143 14 59



<https://aliberconseil.com/>

contact@aliberconseil.com

Nos services sur <https://aliberconseil.com/> et sur les réseaux sociaux  
Copyright ©2020 Aliber Conseil. All rights reserved